

Effet boule de neige



0 - 11:25

L'affaire BKV prend de l'ampleur

L'affaire BKV ne cesse de prendre de l'ampleur. A l'heure actuelle, le nombre de suspect s'élève à 12, dont 6 ont été mis en détention provisoire. L'enquête, menée depuis avril 2009, porte sur plus de 800 indemnités de licenciements suspectes, 70 contrats de services de communication et de consultation jugés inutiles et s'étend aux affaires de corruption de quelques dirigeants de BKV.

Le dossier de BKV occupe une place de plus en plus importante sur le bureau des enquêteurs. Cette affaire, dont on ne semble percevoir pour l'instant qu'une infime partie, s'avère en effet bien plus vaste qu'aux débuts de l'enquête puisqu'elle implique désormais à la fois des anciens employés et dirigeants de BKV, mais aussi des hommes politiques.

Le scénario de cette vaste affaire de fraude et de corruption n'est toujours pas totalement éclairé, mais le BRFK (police municipale) en démêle peu à peu les fils, à travers des interrogatoires répétés et une étude approfondie des dossiers saisis à la suite des perquisitions. Bilan: 4 nouveaux noms figurent désormais sur la liste des suspects.

Attila Antal

L'actuel président de Vértés Volán Kft. est suspecté d'une fraude de 94 millions de HUF et assigné à résidence pour avoir signé des contrats de services présumés fictifs et versé des indemnités démesurées alors il était PDG de BKV. Il est actuellement poursuivi dans le cadre de deux affaires en particulier: la première concerne une étude portant sur la transformation potentielle de la ligne 1 du métro en une ligne de luxe, transformation jugée inutile et financièrement surestimée. L'autre affaire porte sur un rapport, facturé 19,2 millions de HUF en 2007, portant sur l'état des photocopieuses de la société.

Un fil politique s'est également déployé lors de l'enquête puisqu'Attila Antal a fait des déclarations à la police dénonçant l'ancien vice-maire de Budapest, Miklós Hagyó, auparavant responsable des affaires de BKV pour la mairie.

Zsolt Fuzik

L'ancien directeur informatique de BKV, suspecté de corruption, a été arrêté le 5 février dernier à Szeged après que deux avis de recherche, national puis international, aient été lancés contre lui. Il était recherché pour avoir commandé un service informatique pour un montant de 28 millions de HUF, dont 10 millions ont été ensuite répartis entre les directeurs juridiques du BKV, de l'aéroport de Budapest et Zsolt Fuzik lui-même.

Miklós Hagyó

L'affaire BKV s'étend à la sphère politique avec l'implication de certains hommes politiques auparavant responsables ou liés aux affaires de BKV. Ancien vice-maire de la capitale et actuellement conseiller municipal MSZP au sein de la mairie centrale, Miklós Hagyó, dénoncé par Attila Antal, est suspecté d'avoir joué un important rôle dans l'affaire des indemnités et des contrats de services fictifs au sein de BKV. Malheureusement la procédure à son encontre s'annonce longue car le député refuse de renoncer à son immunité pour les besoins de l'enquête. Il a toutefois été contraint de renoncer aux élections par son parti, le MSZP étant déjà fort chahuté en cette période pré-électorale.

Ernő Mesterházy

Conseiller politique de Gábor Demszky, responsable des projets prioritaires de développement et de la construction de la nouvelle ligne de métro, et personnage central des concertations entre la municipalité et le gouvernement, Ernő Mesterházy

a été interrogé et placé en détention le 3 février. Il est suspecté d'avoir fait pression sur les dirigeants de BKV afin qu'ils signent des contrats de services fictifs ou inutiles.

Gábor Demszky

Gábor Demszky, l'actuel maire SZDSZ de Budapest, dit assumer ses responsabilités politiques tout en déclarant ne pas avoir eu la moindre idée des contrats fictifs et des affaires de corruption liés à son conseiller politique Ernô Mesterházy ou à Miklós Hagyó. Il a réclamé la publication de la liste intégrale des contrats de services de BKV qu'il souhaite soumettre à une enquête approfondie afin, dit-il, de connaître enfin la vérité dans cette affaire. La dénonciation de Miklós Hagyó a par ailleurs entraîné une véritable avalanche impliquant plusieurs autres personnalités politiques. Plusieurs députés de droite, apparemment impliqués dans cette affaire, sont actuellement interrogés par la police. C'est notamment le cas d'Anita Orbán, candidate Fidesz, qui a récemment renoncé à sa candidature pour des raisons de santé. Il se pourrait toutefois que sa démission soit également liée à l'enquête menée par la police sur les contrats signés entre le BKV et la société Cemi, dirigée auparavant par le mari de Mme Orbán.

Il semble donc que l'affaire BKV donnera encore du fil à retordre aux enquêteurs au cours des prochains mois. Or la question se pose: aura-t-on encore intérêt, après les élections, à dévoiler le passé? Ou la nouvelle répartition des pouvoirs favorisera-t-elle un retour à ce silence, qui avait été tenu pendant si longtemps?

Kata Bors

•
Catégorie

Agenda Culturel